



Les grands titres:

- Massacre à Orlando : l'ONU appelle à lutter contre la propagation de la haine et de l'extrémisme violent
- L'Assemblée générale des Nations Unies élit le Président de sa prochaine session
- Migrants et réfugiés : le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle l'Europe à mieux structurer sa réponse
- Journée de sensibilisation à l'albinisme : Ban Ki-moon appelle les pays à mettre fin à la discrimination
- Près de 1,2 million de réfugiés vont avoir besoin d'une réinstallation en 2017, selon le HCR
- Le Conseil de sécurité proroge de six mois le mandat de la Mission de l'ONU en Libye
- Syrie : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre un marché à Idlib
- En visite au siège du PAM, le Pape François réclame un engagement plus fort pour éradiquer la faim
- Journée contre le travail des enfants : l'OIT plaide en faveur de politiques cohérentes à l'appui de la législation
- Syrie : Ban Ki-moon condamne un attentat meurtrier près d'un mausolée chiite dans la banlieue de Damas
- Haïti : l'ONU appelle à garantir la continuité de l'Etat et finaliser les élections
- Etats-Unis : Ban Ki-moon condamne une attaque meurtrière à Orlando
- Haïti : « Le choléra demeure une menace », selon un envoyé de l'ONU

Massacre à Orlando : l'ONU appelle à lutter contre la propagation de la haine et de l'extrémisme violent



Le Président de l'Assemblée générale, Mogens Lykketoft. Photo ONU/Manuel Elias

13 juin - Le Conseil de sécurité et des hauts responsables des Nations Unies se sont joints lundi au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour dénoncer le massacre commis dans une boîte de nuit gay à Orlando, aux Etats-Unis, et ont appelé à soutenir les efforts de lutte contre la propagation de la haine et de l'extrémisme violent.

Selon la presse, un homme lourdement armé ayant prêté allégeance au groupe terroriste Daech a ouvert le feu, dans la nuit de samedi à dimanche, dans une boîte de nuit gay d'Orlando, en Floride, faisant 49 morts et 53 blessés.

Les membres du Conseil de sécurité ont condamné dans les termes les plus forts « l'attaque terroriste à Orlando, en Floride, le 12 juin 2016, ayant visé des personnes en raison de leur orientation sexuelle ».

Dans une déclaration à la presse publié lundi, ils ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances aux familles des victimes et au gouvernement des Etats-Unis. Ils ont souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mogens Lykketoft, a exprimé « colère, choc et profonde tristesse » à la suite de cette attaque. Selon lui, il s'agit d'un « acte de barbarie méprisable ».

Dans une déclaration à la presse, M. Lykketoft a exprimé ses plus sincères condoléances aux familles et aux proches de ceux « qui ont été assassinés de sang-froid alors qu'ils profitaient tout simplement d'une soirée avec leurs amis ». Il a également exprimé sa solidarité et présenté ses plus sincères condoléances au gouvernement et au peuple des États-Unis.

Le Président de l'Assemblée générale « a appelé les gouvernements et les peuples du monde entier à s'engager à soutenir les efforts locaux, nationaux et mondiaux pour prévenir la propagation de la haine et de l'extrémisme violent ».

Le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a également dénoncé lundi un « horrible acte de terrorisme, un massacre, qui a tué un grand nombre de jeunes hommes et de jeunes femmes innocents ».

« Les terroristes et les groupes extrémistes violents ont pour objectif de fragiliser les valeurs que nous défendons ensemble - la démocratie et l'inclusion, la liberté individuelle, les droits de l'homme et la primauté du droit », a dit M. Eliasson lors d'un discours à Genève à l'occasion du 10ème anniversaire du Conseil des droits de l'homme.

« Ils veulent créer la peur qui peut à son tour conduire aux divisions dans nos sociétés. Ils veulent diviser les sociétés entre 'nous et eux' et par là minent la vérité fondamentale de la valeur égale de tous les êtres humains », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné dimanche le massacre d'Orlando, la qualifiant d'« attaque effroyable », et exprimé ses plus sincères condoléances aux familles des victimes.

Lundi, Ban Ki-moon a écrit une lettre adressée au gouverneur de Floride et au maire d'Orlando pour présenter ses condoléances « au peuple de Floride pour les morts et les blessés à la suite de l'acte de terrorisme d'hier horrible et haineux qui a visé des membres de la communauté LGBT », a dit son porte-parole lors d'un point de presse.

Dans cette lettre, M. Ban a déclaré qu'une telle violence « est méprisable et contraire aux valeurs d'égalité, de paix et de respect mutuel qui fondent les Nations Unies ».

A Genève, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al-Hussein, a condamné avec force les attaques par des extrémistes violents « contre des personnes innocentes, prises au hasard, ou en raison de leurs croyances présumées, ou de leurs opinions, ou bien, comme l'a vu hier, à cause de leur orientation sexuelle ».

L'Assemblée générale des Nations Unies élit le Président de sa prochaine session



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à droite), et le Président de la 71ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies et l'actuel Représentant permanent des îles Fidji, Peter Thomson (mars 2010). Photo : ONU / Evan Schneider

13 juin - L'Assemblée générale des Nations Unies a élu le Président de sa prochaine session, Peter Thomson, Représentant permanent des îles Fidji, qui occupera cette fonction pendant un an à partir de septembre 2016.

Le Président élu Thomson « a des années d'expérience sur la scène internationale, ayant travaillé à la fois pour son gouvernement et dans le secteur privé », a noté M. Ban à l'occasion de l'élection de M. Thomson.

Alors qu'il était Représentant permanent de son pays, Peter Thomson a présidé le Groupe des 77 et de la Chine. Il a aussi été Vice-président de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2010 à 2011.

« Il a également acquis une connaissance approfondie du système de développement des Nations Unies en tant que président du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) », a dit M. Ban.

Selon le Secrétaire général, M. Thomson apporte également à ce poste « le point de vue très précieux d'un petit État insulaire en développement ». « C'est un ardent défenseur à la fois du développement durable et de l'action sur le climat. Je compte

sur lui pour nous aider à mener à la fois le Programme 2030 et l'Accord de Paris sur le changement climatique », a-t-il souligné.

Le Secrétaire général a également remercié l'actuel Président de l'Assemblée générale, Mogens Lykketoft, pour ses initiatives importantes, notamment en rendant le processus de sélection du prochain Secrétaire général plus transparent.

Migrants et réfugiés : le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle l'Europe à mieux structurer sa réponse



Des enfants réfugiés à Idomeni, en Grèce, en mars 2016. Photo UNICEF/Tomislav Georgiev

13 juin - Dans un discours à l'ouverture de la 32ème session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, en Suisse, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a insisté lundi sur la nécessité pour les pays européens de trouver des réponses davantage structurées à la crise actuelle des migrants et réfugiés, tout déplorant la détérioration du conflit en Syrie, dont sont issus la majorité des nouveaux arrivants en Europe.

« La seule façon durable de résoudre les déplacements actuels de personnes est d'améliorer la situation des droits de l'homme dans leurs pays d'origine », a déclaré M. Zeid, exhortant le Conseil de sécurité de l'ONU à travailler en ce sens.

« Mais en attendant, les pays d'Europe doivent trouver un moyen de résoudre la crise migratoire actuelle de manière systématique et respectueuse des droits des personnes concernées, y compris dans le cadre de l'accord entre l'UE [Union européenne] et la Turquie », a-t-il ajouté. Selon les termes de cet accord, signé en mars dernier, les nouveaux migrants arrivés en situation irrégulière en Europe depuis la Turquie et dont la demande d'asile est rejetée (ou ne demandant pas l'asile) sont renvoyés en Turquie.

Le Haut-Commissaire a estimé qu'il était entièrement possible de créer des systèmes de gouvernance de la migration fonctionnels, y compris pour un grand nombre de personnes, sur la base d'une détermination « équitable et efficace » des besoins individuels de protection.

« Si les gouvernements européens peuvent enlever l'hystérie et la panique de l'équation, et s'ils essaient tous de contribuer à une solution, je suis convaincu qu'ils seront en mesure d'atteindre cet objectif », a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Zeid s'est déclaré inquiet de l'augmentation du nombre de migrants détenus en Europe, y compris dans les 'points chauds' en Grèce et en Italie.

« Même les enfants non accompagnés sont souvent placés dans des cellules de prison ou des centres entourés de barbelés », a déploré le Haut-Commissaire, ajoutant que la détention n'est jamais dans l'intérêt supérieur de l'enfant, qui doit primer sur les objectifs d'immigration.

Il a par conséquent appelé à mettre en œuvre des alternatives à la détention des enfants.

« Je déplore l'ampleur de la rhétorique anti-migrants dont nous avons été les témoins sur l'ensemble du continent européen », a ajouté M. Zeid, soulignant que cette rhétorique favorise un climat de division, de xénophobie, voire même de violence, comme cela a été le cas en Bulgarie.

Parallèlement, le Haut-Commissaire a noté que « la catastrophe en Syrie », pays dont sont issus la majorité des migrants et réfugiés arrivant en Europe, continue d'empirer.

Il a déclaré que l'ampleur de la crise syrienne est telle, avec son lot de tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées, expulsions forcées et destructions d'écoles et de quartiers entiers, que l'existence même du Conseil des droits de l'homme et d'autres organismes similaires en est devenue « grotesque ».

« Collecter et analyser des informations aussi épouvantables, et les publier, doit alimenter l'action. Mais quand les données s'empilent simplement, avant de se perdre dans les arcanes du pouvoir, nous restons choqués et nous nous sentons, comme probablement beaucoup d'autres à travers le monde, presque impuissants dans cette horreur », a-t-il dit.

Journée de sensibilisation à l'albinisme : Ban Ki-moon appelle les pays à mettre fin à la discrimination



Une femme tient dans ses bras un enfant atteint d'albinisme à Goma, en République démocratique du Congo, en 2007. Photo ONU/Marie Frechon

13 juin - A l'occasion de la seconde Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme, célébrée chaque 13 juin, le Secrétaire-général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé lundi tous les pays à prendre des mesures pour mettre fin à la discrimination qui menace le bien-être, la santé et la vie des personnes atteintes d'albinisme.

Dans un message rendu public pour la Journée, M. Ban a rappelé que l'albinisme est une maladie présente dans tous les pays du monde, indépendamment de l'appartenance ethnique ou du sexe des personnes atteintes.

« Malheureusement, partout dans le monde, la discrimination et la stigmatisation frappent également, à des degrés divers, les personnes atteintes d'albinisme », a-t-il déploré, ajoutant que l'albinisme a souvent été à l'origine de croyances erronées et de mythes.

Il a notamment mentionné la croyance « complètement infondée » selon laquelle les potions ou les amulettes préparées à partir de certaines parties du corps des personnes atteintes d'albinisme auraient des pouvoirs magiques, qui a entraîné l'agression, l'enlèvement et l'assassinat de personnes atteintes d'albinisme, voire à l'exhumation de défunts.

L'ONU estime qu'en Amérique du Nord et en Europe, une personne sur 17.000 à 20.000 est atteinte d'une forme d'albinisme. Cette particularité est beaucoup plus répandue en Afrique subsaharienne, où l'Organisation estime ce taux à une personne sur 1.400 en Tanzanie, voire une pour 1.000 chez certaines populations au Zimbabwe et dans d'autres groupes ethniques bien précis en Afrique australe.

M. Ban a indiqué que, en raison de la discrimination et la stigmatisation, les personnes atteintes d'albinisme vivent parfois dans une extrême pauvreté, privées d'accès aux services de base tels que le logement, les soins de santé et l'éducation.

« Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 promet de ne laisser personne de côté, et cela englobe les personnes atteintes d'albinisme. Le cycle des agressions, de la discrimination et de la pauvreté qu'elles connaissent doit prendre fin », a appelé le Secrétaire général, tout en saluant la nomination l'an dernier de la première Experte indépendante de l'ONU sur l'exercice des droits de l'homme des personnes atteintes d'albinisme, la Nigériane Ikponwosa Ero.

M. Ban a demandé à tous les pays et à toutes les parties prenantes de reconnaître que les droits de l'homme s'appliquent à tous les peuples, partout dans le monde, y compris aux personnes atteintes d'albinisme.

« Je les exhorte à prendre toutes les mesures qu'il conviendra pour mettre fin à la discrimination qui menace le bien-être, la santé et jusqu'à la vie de ces personnes, et à élaborer des programmes leur permettant de jouer pleinement leur rôle dans la société », a appelé le chef de l'ONU.

Près de 1,2 million de réfugiés vont avoir besoin d'une réinstallation en 2017, selon le HCR



Des réfugiés syriens à la frontière entre l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie. Ils faisaient partie du dernier groupe de personnes autorisées à traverser la Grèce, avant que les frontières de la Serbie et d'autres pays le long de la route des Balkans ne soient fermées. Photo : UNICEF / Suzie Pappas-Capovska

13 juin - Avec une multitude de conflits et de crises générant des déplacements de populations sans précédent à travers le monde, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime dans un nouveau rapport publié lundi que la réinstallation de réfugiés est une solution essentielle et plaide pour un partage équitable des responsabilités.

Malgré l'augmentation des quotas de réinstallation dans certains pays, l'expansion de la capacité mondiale de réinstallation et l'augmentation des demandes, le nombre prévu de personnes ayant besoin d'une réinstallation en 2017 dépassera 1,19 million, d'après le rapport.

Cette prévision est en hausse de 72% par rapport à la projection des besoins de 691.000 en 2014, avant le début de la réinstallation à grande échelle des réfugiés syriens. En 2017, les réfugiés syriens devraient représenter 40% des besoins, suivis par le Soudan (11%),

l'Afghanistan (10%) et la République démocratique du Congo (9%).

« Nous assistons de nouveaux besoins en termes de réinstallation. Une réinstallation accrue pourrait être un moyen efficace de partager la responsabilité en termes de protection des réfugiés », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi. « Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour suivre le rythme, du fait du nombre croissant de personnes très vulnérables ».

« Aujourd'hui, la réinstallation est une solution plus importante que jamais et nous devons saisir cette occasion d'augmenter le nombre de réfugiés qui en bénéficient, ainsi que d'autres voies légales pour l'admission », a-t-il ajouté.

Le HCR estime que plus d'un million de personnes ont besoin d'une réinstallation car elles ne peuvent pas rentrer dans leur pays d'origine ni s'intégrer dans les pays hôtes.

La crise syrienne a marqué un changement majeur qui continue à avoir un impact. En 2014, les réfugiés syriens étaient le groupe le plus important en termes de besoins en réinstallation. En 2015, deux dossiers soumis sur cinq concernaient des réfugiés syriens par rapport à un sur cinq en 2014. Les autres principaux pays d'origine en 2015 étaient la République démocratique du Congo, l'Iraq, la Somalie et le Myanmar. Ces quatre pays et la Syrie composaient près de 80% des demandes cette année.

Selon le HCR, la réinstallation demeure une mesure efficace pour les personnes vulnérables comme, par exemple, les survivants de violence ou de torture qui, l'an dernier, représentaient 24% des demandes – ayant quadruplé depuis 2005 – ainsi que les femmes et les jeunes filles risquant les abus (environ 12%).

Pour faire face à la croissance des besoins, le HCR se concentre également sur la façon dont d'autres voies légales - comme les visas pour motif humanitaire, le regroupement familial et les bourses d'étude - pourraient aider à combler les lacunes en termes de besoins.

Lors d'une conférence de haut niveau à Genève en mars dernier, le HCR a appelé les pays à travers le monde à admettre des réfugiés via la réinstallation et d'autres solutions durables pour 10% des réfugiés syriens, soit 480.000 personnes.

Le Conseil de sécurité proroge de six mois le mandat de la Mission de l'ONU en Libye



13 juin - Le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé lundi jusqu'au 15 décembre 2016 le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

Le Conseil, par la résolution 2291 (2016), adoptée à l'unanimité, charge la Mission en tant que mission politique spéciale intégrée d'appuyer, « dans le strict respect du principe de l'appropriation nationale », la mise en œuvre de l'Accord politique libyen, la formation du Gouvernement d'entente nationale, la mise en place du dispositif de sécurité et les étapes ultérieures de la transition libyenne.

Constatant que, depuis le 30 mars 2016, la MANUL assure une présence constante en Libye pour appuyer le Conseil de la présidence et le Comité de sécurité temporaire, le Conseil invite la Mission à rétablir une présence permanente en Libye « par un retour échelonné ».

Dans son rapport sur l'évolution récente de la situation politique et des conditions de sécurité en Libye, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, note qu'il reste beaucoup à faire pour mobiliser des soutiens supplémentaires à la mise en œuvre de l'Accord politique libyen, signé le 17 décembre 2015 au Maroc, et appuyer les nouvelles institutions de transition dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Secrétaire général rappelle que les autorités libyennes doivent faire face « de toute urgence » à un problème crucial, à savoir lutter contre la prolifération massive d'armes et le grand nombre de groupes armés actifs dans le pays. Il reste également alarmé par la menace que font peser sur la Libye et sur la région les groupes extrémistes et terroristes, en particulier l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL).

Ban Ki-moon recommande donc que la MANUL continue à appuyer les autorités pendant qu'elles s'établissent dans le pays et qu'elle s'entretienne avec elles des priorités autour desquelles devrait être organisée l'aide internationale.

Syrie : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre un marché à Idlib



Des enfants jouent au camp de Atmeh pour personnes déplacées, dans la province d'Idlib, au nord de la Syrie, en 2015. Photo : OCHA

13 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné lundi une attaque qui a frappé dimanche 12 juin un marché de légumes et la seule boulangerie de la région dans la ville d'Idlib, en Syrie.

« La frappe aérienne apparente a eu lieu au moment où le cessez-le-feu stipulé dans l'Accord dit des Quatre villes, qui couvre la ville d'Idlib, aurait à nouveau été respecté au cours du week-end », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Des sources locales ont signalé que l'attaque a fait des dizaines de morts et de blessés parmi les civils, dont des femmes et des enfants, a-t-il précisé.

Le Secrétaire général a présenté ses plus sincères condoléances aux familles endeuillées et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés. Il a demandé que tous les responsables des attaques contre les civils rendent des comptes.

En visite au siège du PAM, le Pape François réclame un engagement plus fort pour éradiquer la faim



Le Pape François lors d'une visite au siège du Programme alimentaire mondial (PAM) à Rome. Photo PAM/Giulio D'Adamo

13 juin - A l'occasion d'une visite au siège du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) à Rome, en Italie, le Pape François a apporté lundi son appui à l'objectif d'éradiquer la faim et a rendu hommage au personnel de l'agence onusienne, y compris ceux qui ont perdu la vie dans le cadre de leurs fonctions.

« Ne vous laissez pas dissuader par les problèmes », a dit le Pape au Conseil exécutif et au personnel du PAM. « S'agissant de la mise en œuvre de cette priorité urgente qu'est 'Faim zéro', je vous assure de notre entier soutien et encouragement ».

Le Pape a commencé sa visite par le mur commémorant les membres du personnel qui ont perdu la vie au service des Nations Unies. Il a déclaré que ce mur était « un témoignage du sacrifice fait par les membres de cette organisation, qui ont donné leur vie, pour que les gens dans des situations complexes et difficiles ne souffrent pas de la faim ».

« Le PAM est un excellent exemple de la façon dont on peut travailler dans le monde entier pour éradiquer la faim à travers une meilleure répartition des ressources humaines et matérielles en renforçant les communautés locales », a-t-il ajouté.

Pendant sa visite, le Pape François a appelé les Etats membres de l'ONU à accroître leur coopération avec le PAM. « De cette façon, le PAM ne sera pas seulement capable de répondre à des situations d'urgence, mais sera aussi en mesure de mettre en œuvre des projets solides et cohérents et de promouvoir des programmes de développement à long terme ».

Selon le PAM, la visite du Pape a permis de mettre en lumière le besoin urgent d'éradiquer la faim, qui touche une personne sur neuf à travers le monde.

La Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin, a qualifié le Pape François de « héros » de l'initiative 'Faim Zéro'.

« La vérité est que, le monde dispose, comme vous venez de le dire, de la nourriture, des connaissances, des capacités et des compétences non seulement pour faire face aux défis de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, mais pour éradiquer la faim », a dit Mme Cousin.

Journée contre le travail des enfants : l'OIT plaide en faveur de politiques cohérentes à l'appui de la législation



12 juin - A l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, le Directeur de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Ryder, a appelé dimanche les gouvernements à mettre en œuvre des politiques cohérentes à l'appui de la législation existante pour mettre un terme à ce phénomène inacceptable, qui touche toujours des dizaines de millions d'enfants à travers le monde.

« Dire que le travail des enfants n'a pas sa place dans des marchés bien organisés et bien réglementés est une évidence. Pourtant aujourd'hui le travail des enfants reste répandu dans les chaînes d'approvisionnement », a déclaré M. Ryder dans un message rendu public pour la Journée.

L'édition 2016 de cette Journée mondiale contre le travail des enfants, célébrée chaque année le 12 juin, était consacrée au travail des enfants dans les chaînes de production.

« Il est inacceptable de trouver encore aujourd'hui 168 millions d'enfants au travail dans le monde, dont 85 millions font un

travail dangereux », a rappelé le chef de l'OIT, précisant que ces enfants sont employés dans l'agriculture (99 millions), dans les mines, dans les usines et dans le tourisme, où ils produisent des marchandises et des services consommés par des millions de personnes chaque jour.

Selon le chef de l'OIT, le travail des enfants est surtout répandu dans les économies rurales ou informelles, qui échappent aux activités de l'inspection du travail, à la protection que fournissent les syndicats et aux avantages en matière de gouvernance qu'offrent les organisations d'employeurs et de producteurs.

Cependant, a mis en garde M. Ryder, l'absence de protection institutionnelle dans les économies rurales et informelles n'est pas le seul facteur qui augmente le risque dans les chaînes d'approvisionnement. Dans les petites entreprises ou exploitations agricoles familiales, a-t-il dit, les enfants sont très exposés, parce que le revenu des parents est insuffisant ou parce que ce type d'exploitation ne peut pas se permettre de remplacer la main d'œuvre infantile par des jeunes ou des adultes. Le travail à la pièce augmente lui aussi le risque, les enfants devant souvent aider leurs parents à atteindre leurs quotas et à assurer la subsistance de la famille quand les parents ne perçoivent pas un salaire minimum vital.

Le Directeur général de l'OIT a toutefois indiqué que la Convention concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, de 1973, a été ratifiée par 168 Etats membres et que la Convention sur les pires formes de travail des enfants, de 1999, est proche de la ratification universelle.

« Les gouvernements reconnaissent désormais que la lutte contre le travail des enfants requiert la mise en œuvre de politiques cohérentes à l'appui de la législation : éducation de qualité, protection sociale et emplois décents pour les parents », a dit M. Ryder, ajoutant que les sociétés s'intéressent de plus en plus à la manière dont elles pourraient contribuer à l'élimination du travail des enfants en renforçant la capacité des entreprises situées tout au long des chaînes d'approvisionnement.

« Mais il s'agit d'une tâche complexe qui exige la mise en place de partenariats associant les pouvoirs publics, d'autres entreprises du secteur ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs », a-t-il indiqué.

Le Directeur général a estimé que des forums tels que la Plateforme sur le travail des enfants de l'OIT permettent aux entreprises de partager les bonnes pratiques et de mettre au point de nouveaux modèles de collaboration.

« Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 réaffirme l'objectif de venir à bout du travail des enfants », a rappelé M. Ryder. « Si nous unissons nos efforts, nous pourrions faire en sorte que l'avenir du travail soit un avenir sans travail des enfants ».

Syrie : Ban Ki-moon condamne un attentat meurtrier près d'un mausolée chiite dans la banlieue de Damas



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,
Photo ONU/Mark Garten

11 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné samedi l'attaque terroriste meurtrière survenue ce jour à proximité du lieu saint chiite de Sayyida Zaynab, dans la banlieue de Damas, en Syrie.

« Selon les rapports d'observateurs locaux, plusieurs civils, dont des femmes et des enfants, ont trouvé la mort et de nombreux autres ont été blessés dans cette attaque terroriste effroyable, revendiquée par Daech », a déploré M. Ban dans un communiqué de presse, rendu public par son porte-parole.

Le Secrétaire général a présenté ses « sincères condoléances » aux familles des victimes et au gouvernement de la Syrie. Il a souhaité un « prompt rétablissement » aux blessés.

« Les responsables des attaques contre les civils doivent être tenus responsables », a par ailleurs appelé le chef de l'ONU.

Selon la presse, l'attentat-suicide, doublé d'un attentat à la voiture piégée, a fait au moins 20 morts et plus

d'une trentaine de blessés près du mausolée de Sayeda Zeinab, à 10 kilomètres de la capitale syrienne.

Haïti : l'ONU appelle à garantir la continuité de l'Etat et finaliser les élections



La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti, Sandra Honoré. Photo :

UN/MINUSTAH/Nektarios Markogiannis

11 juin - La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti, Sandra Honoré, a appelé samedi les acteurs de la société haïtienne à faire preuve d'esprit de conciliation pour garantir la continuité de l'Etat et mener à leur terme les élections entamées en 2015.

Dans un communiqué de presse, rendu public samedi, Mme Honoré a exhorté « tous les acteurs haïtiens à maintenir une approche constructive afin d'assurer la continuité de gouvernance à tous les niveaux et de poursuivre le processus électoral tel que prévu ».

En ce sens, la Représentante spéciale a dit s'attendre à ce que « le Parlement se réunisse en Assemblée nationale pour ouvrir la deuxième session ordinaire de l'année législative ce [lundi] 13 juin, comme requis par la Constitution ».

Etats-Unis : Ban Ki-moon condamne une attaque meurtrière à Orlando



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (Photo d'archive). Photo: ONU/Mark Garten

12 juin - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné dimanche une attaque meurtrière survenue tôt dans la matinée à Orlando, aux Etats-Unis, dans laquelle des dizaines de personnes ont trouvé la mort.

Selon la presse, un homme lourdement armé a ouvert le feu, dans la nuit de samedi à dimanche, dans une boîte de nuit LGBT très fréquentée d'Orlando, en Floride. D'après le dernier bilan diffusé par les autorités locales, au moins 50 personnes ont été tuées et 53 blessées durant l'assaut.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, le Secrétaire général a condamné cette « attaque effroyable ».

Le chef de l'ONU a exprimé ses « plus sincères condoléances aux familles des victimes » et a fait part de sa « solidarité envers le gouvernement et le peuple des États-Unis ».

Haïti : « Le choléra demeure une menace », selon un envoyé de l'ONU



Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Mourad Wahba. Photo : MINUSTAH

13 juin - Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Mourad Wahba, de l'Égypte, occupe ce poste depuis mai 2015.

M. Wahba, qui a remplacé Peter de Clercq, des Pays-Bas, était auparavant Administrateur assistant adjoint et Directeur régional adjoint au sein du Bureau régional pour les États arabes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à New York, fonctions qu'il exerçait depuis 2013.

Fort d'une vaste expérience dans les domaines du développement, de l'élaboration des processus politiques, ainsi que de la gestion des programmes et opérations, M. Wahba a également été Coordonnateur résident des Nations Unies et Représentant résident du PNUD au Maroc, de 2006 à 2009, puis

Directeur du Bureau de la sécurité au sein du Bureau de la gestion du PNUD, à New York, de 2009 à 2013.

Le choléra est dans une large mesure une maladie liée à la pauvreté

Lors d'un entretien téléphonique récent, depuis la capitale haïtienne Port-au-Prince, avec le *Centre d'actualités de l'ONU*, M. Wahba est revenu sur les efforts déployés ces dernières années par l'Organisation afin d'aider le gouvernement haïtien à lutter contre l'épidémie de choléra qui sévit dans le pays depuis 2010.

Si ces efforts ont permis une réduction de 90% du nombre de malades, M. Wahba a toutefois souligné que le choléra demeure une menace pour Haïti et a mis en garde contre le déficit de financement actuel de la réponse rapide de l'ONU pour éradiquer la maladie.

Centre d'actualités de l'ONU : Près de six ans après la première épidémie de choléra en Haïti, cette maladie est-elle toujours une menace pour le pays et comment a-t-elle évolué du point de vue du nombre de malades ?

Mourad Wahba : Six ans après le début de l'épidémie, le choléra demeure une menace pour Haïti, mais une menace bien inférieure à celle qu'elle a été en 2010. Le nombre de cas déclarés en 2011, au temps fort de l'épidémie, était de 350.000. L'an dernier, en 2015, nous avions un peu moins de 36.000. Il y a par conséquent eu une baisse de 90% du nombre de cas déclarés depuis 2011.

Néanmoins, 36.000 cas pour une seule année reste un chiffre assez important en soi. En 2016, entre le 1er janvier et le 28 mai, le Ministère de la santé publique et de la population en Haïti a rapporté 16,822 cas suspects de choléra. C'est la plus grande épidémie de choléra de l'hémisphère occidental.

S'agissant des décès liés à la maladie, 9.000 personnes sont mortes du choléra au total sur les six dernières années, un nombre qui est cette année, toujours pour la période allant du 1er janvier au 28 mai, de 168 morts. Il y a donc eu, là aussi, une réduction significative du nombre de décès liés choléra.

Mais parce que le choléra est dans une large mesure une maladie liée à la pauvreté, il reste un problème en Haïti, où il y a de la pauvreté. C'est un problème parce qu'il n'y a pas suffisamment d'eau courante et d'assainissement sur l'ensemble du territoire.

Centre d'actualités de l'ONU : Quels sont les facteurs à l'origine du choléra ?

Mourad Wahba : Le choléra est un virus présent essentiellement dans l'eau. La principale cause du choléra est la pauvreté, à savoir le manque d'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement adaptés. En Haïti, une grande partie de la population n'a pas accès à l'assainissement. Seulement 28% des Haïtiens y ont accès. Et environ la moitié de la population a accès à l'eau potable. On ne peut résoudre le problème du choléra en Haïti ou ailleurs sans s'attaquer au problème de l'assainissement.

Centre d'actualités de l'ONU : Que fait l'ONU dans ce domaine précis ?

Mourad Wahba : L'ONU a adopté une approche multidimensionnelle pour lutter contre le choléra en Haïti. Le premier élément a trait à la prévention de la propagation de la maladie. Pour cela, nous supportons Haïti sur le plan de l'assainissement, en apportant un accès à l'eau potable et à des installations de chloration de l'eau. Nous nous efforçons également de livrer des latrines, notamment à la campagne. Nous sommes très fiers d'avoir pu faire en sorte d'éradiquer la défécation en plein dans 16 communes.

Ça c'est pour la prévention. Mais nous faisons bien plus encore, notamment sur le plan de la vaccination. Nous aidons à vacciner une partie de la population et nous nous rendons dans les communes les plus affectées pour le faire.

Enfin, nous avons une politique de réponse rapide en collaboration avec le Ministère de la santé d'Haïti. Nous répondons de manière immédiate à tout nouveau foyer de choléra dans le pays avec des livraisons de sérums, de thérapies de réhydratation orale et de services d'assainissement.

C'est la plus grande épidémie de choléra de l'hémisphère occidental

Nous nous centrons aussi sur l'apport d'eau potable aux communautés. Nous travaillons également au sein de la MINUSTAH pour aider les écoles, les communes et les zones difficilement accessibles à obtenir un accès à des sources d'eau potable, pour boire et se laver.

Centre d'actualités de l'ONU : Qu'a fait l'ONU pour soutenir la riposte haïtienne contre le choléra depuis 2011 et que fait-elle aujourd'hui ?

Mourad Wahba : Depuis 2010, les Nations Unies, et notamment le Secrétaire général, Ban Ki-moon, qui s'est personnellement impliqué dans cet effort, ont fait de l'élimination du choléra en Haïti une priorité. L'ONU a adopté une stratégie en trois points : le premier élément est une réponse rapide aux cas de choléra ; le second est l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Haïti, qui est très important non seulement pour contenir et éradiquer le choléra, mais aussi pour le développement général d'Haïti ; et le troisième est la vaccination des populations les plus à risque.

L'ONU s'est impliquée dans ces trois domaines, mais également dans la mobilisation de ressources pour aider l'Etat haïtien à faire face à cette urgence. L'ONU a mobilisé 59 millions de dollars directement, mais nous avons aussi aidé le gouvernement haïtien à mobiliser plus de 300 millions de dollars.

Nous avons également travaillé, aux côtés du Fonds des Nations Unies pour l'agence (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec la division d'intervention d'urgence du Ministère de la santé haïtien, ce qui a contribué à la diminution de 90% du nombre de cas depuis 2010.

Centre d'actualités de l'ONU : Quelle idée sous-tend le concept de réponse rapide ?

Mourad Wahba : La réponse rapide est une initiative développée avec le Ministère de la santé haïtien. L'idée est que lorsque des informations sur des cas de choléra suspectés, par exemple en raison de diarrhée aqueuse, remonte du terrain, nous déployons immédiatement une équipe dans cette zone. Cette équipe accomplit deux tâches essentielles : tout d'abord, des tests pour savoir s'il s'agit bien de choléra, et ensuite, elle fournit des sérums pour sauver les vies des personnes affectées. Nous sommes parvenus à sauver beaucoup de vies de cette manière.

Mais, à travers la réponse rapide, nous créons également un cordon sanitaire autour de la zone dans laquelle le choléra s'est déclaré, et nous prenons des mesures pour éviter la propagation du virus dans les maisons alentours.

Centre d'actualités de l'ONU : Sur la question de la vaccination, quels sont les principaux objectifs pour 2016 ?

Mourad Wahba : En 2016, nous espérons vacciner 400.000 personnes dans les communautés les plus affectées. Nous avons besoin d'un grand nombre de doses de vaccins pour y parvenir. Les vaccins sont chers. Nous avons besoin d'obtenir les doses et stocks mondiaux ne sont pas suffisants.

Il faut aussi réaliser un suivi des patients qui ont pris le vaccin et accompagner le vaccin d'une chloration de la maison. Nous avons travaillé en cela avec l'UNICEF, l'OMS et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

Centre d'actualités de l'ONU : Quelles sont les principales priorités de la lutte contre le choléra en 2016 ?

Mourad Wahba : En 2016, nous avons trois grandes priorités. La première est de continuer notre stratégie de réponse rapide. Il est extrêmement important que nous puissions avoir des équipes mobiles de réponse rapide dès qu'un foyer d'épidémie est déclaré. Notre deuxième priorité est de poursuivre notre stratégie d'approvisionnement d'eau potable et de service d'assainissement pour la population, ce qui permet d'empêcher le développement d'autres foyers de choléra. Et finalement, nous voulons continuer notre politique de vaccination des populations les plus à risque.

Centre d'actualités de l'ONU : La réponse de l'ONU est-elle suffisamment financée pour 2016 ?

Mourad Wahba : La réponse de l'ONU est financée, mais pas suffisamment. Nous avons surtout besoin de fonds pour la réponse rapide de l'ONU. Bien que 8,7 millions de dollars aient été mobilisés pour cette réponse rapide en 2016, il nous manque 11,6 millions de dollars sur les 20,3 millions demandés.

A l'heure actuelle, nos équipes de réponse rapide ne dispose d'un financement que jusqu'à la fin septembre. Sans un financement supplémentaire, nous allons devoir réduire les équipes d'intervention rapide.

S'agissant de l'eau et de l'assainissement, nous avons reçu une contribution récente de la Banque mondiale de 50 millions de dollars, qui va nous permettre d'accroître nos efforts et de supporter les efforts de l'Etat haïtien dans l'apport d'eau potable et de services d'assainissement.

Et puis, s'agissant de la vaccination, nous attendons de Gavi Alliance [partenariat des secteurs public et privé qui a pour but d'accélérer les progrès dans le domaine de la vaccination], un supplément de doses de vaccins pour pouvoir vacciner 400.000 personnes supplémentaires dans les communautés à risque.